

# **Afrique de l'ouest : nouveau front du djihadisme africain Charles Millon, ancien ministre de la Défense (France), cofondateur de l'Institut Thomas More (www.institut-thomas-more.org)**

Le 9 mai dernier, la mort de deux soldats français dans une opération de sauvetage de deux touristes enlevés au nord du Bénin huit jours plus tôt a ouvert les yeux à tous ceux qui ne voulaient pas le voir : le cancer djihadiste se propage désormais à l'Afrique de l'ouest. Sénégal, Mali, Niger, Bénin, Togo, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Nigeria, Ghana, Cameroun : tous ces pays sont désormais menacés.

## **Le Burkina Faso en première ligne**

Initialement centrée sur le nord du Mali, l'action des groupes djihadistes a progressivement glissé vers le sud, au point que le centre du pays est devenu le théâtre principal des violences - fruit également de tensions ethniques hors de contrôle. L'ONU a ainsi recensé en 2017 plus de 1 000 incidents dans la seule région de Mopti et, durant l'année 2018, cette région est celle dans laquelle ont été enregistrés le plus grand nombre d'actions attribuées aux groupes djihadistes contre les forces de défense maliennes, la MINUSMA, les groupes armés signataires et l'opération française Barkhane.

Parallèlement à cette extension vers le centre du Mali, les groupes djihadistes se sont implantés au Burkina Faso, au point que l'état d'urgence a été déclaré le 1er janvier 2019 dans quatorze provinces frontalières du Mali et du Niger. Cette expansion a été préparée dès le début des années 2010, mais c'est en 2015 que les premières attaques commencent. Mais c'est surtout le nord qui est frappé, avec plusieurs attaques contre des représentants de l'État et des membres de la

société civile. En décembre 2016, le groupe *Ansaroul Islam* est créée par Ibrahim Dicko. Composée principalement de Rimaïbés et de Peuls, cette entité entretient des liens avec d'autres groupes au Mali. En 2018, les incidents augmentent dans le nord sans pour autant cesser dans l'ouest. Parallèlement, la situation sécuritaire se dégrade considérablement dans l'est du pays avec une quinzaine d'attaques (engins explosifs ou accrochages) entre janvier et août. Il s'agit très probablement d'éléments de *l'État islamique dans le Grand Sahara* et d'*Ansaroul Islam*, qui ont noué des alliances avec des membres influents des communautés locales ayant étudié le Coran au Mali.

Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer cette extension au Burkina. D'abord, comme l'affirmait l'ex-chef rebelle touareg malien Iyad Ag Ghali dans une interview datée de 2017, la nouvelle stratégie proclamée des groupes terroristes est l'extension de la lutte à de nouveaux espaces. Si cette orientation s'explique par la pression militaire qui pèse sur les groupes djihadistes dans le nord Mali, où les Français ont remporté plusieurs succès tactiques en 2018 et où le Mécanisme opérationnel de coordination (MOC) progresse, elle fait écho également au caractère transnational de l'idéologie djihadiste et aux circulations des idées et des personnes. Ensuite, les groupes djihadistes ont su trouver des relais parmi les populations locales pour s'implanter et mener leurs actions. Enfin, ils ont bénéficié de la désorganisation de l'appareil sécuritaire et des services de renseignement résultant de la révolution de 2014.

### **L'extension aux pays côtiers d'Afrique de l'ouest**

Les récentes attaques au Burkina Faso, à proximité des frontières avec la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Bénin, ainsi que l'arrestation en décembre 2018 de personnes préparant une opération à Bamako, Ouagadougou et Abidjan pour le Nouvel an, témoignent de la menace croissante qui pèse sur les pays du golfe de Guinée. Les premiers signes d'action de groupes djihadistes dans ces pays datent cependant du milieu des années 2010. Dans le parc transfrontalier du W, des combattants originaires du Mali auraient mené en 2014-2015 une reconnaissance en poussant jusqu'au Bénin. De même, en 2015, plusieurs membres d'une cellule du JNIM actifs dans la forêt de Sama, à la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Mali, étaient arrêtés, sans pour autant que les survivants cessent leurs activités.

Ce sont d'ailleurs des membres de cette unité qui seraient à l'origine de l'enlèvement d'une nonne colombienne dans la région de Sikasso en février 2017, et qui ont été arrêtés à côté de Koutiala le 6 décembre 2018.

Les groupes armés djihadistes ont également recruté dans les pays côtiers ces dernières années. Le *Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest* (MUJAO) comptait parmi ses membres des ressortissants de plusieurs pays dont des Guinéens, des Ghanéens et des Béninois. Après le départ du nigérien Bilal Hicham de la katiba *Ousmane Dan Fodio*, c'est même un Béninois originaire du sud du pays et Yorouba, surnommé Abdoullah, qui prend la tête de l'unité. Et le MUJAO n'est pas isolé : selon les autorités libyennes, plusieurs dizaines de ressortissants du Ghana, du Sénégal et de la Gambie auraient rejoint l'organisation État islamique en Libye.

Le premier électrochoc est cependant l'attaque de Grand-Bassam, en Côte d'Ivoire, commanditée par l'Arabe Ould Nouini et menée par un commando suicide en mars 2016. Selon les auteurs d'un rapport interne du Secrétariat du Conseil national de sécurité ghanéen, « *le Ghana et le Togo sont les prochaines cibles après les attaques au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire* ». Deux mois plus tard, une note adressée aux forces armées béninoises était rendue publique, dans laquelle il était demandé aux unités de « *renforcer la sécurité sur les différentes zones menacées d'attaques terroristes* » et de faire preuve de « *plus de vigilance dans les fouilles aux frontières* ». De fait, les attaques se sont depuis multipliées dans toute la zone, notamment au Niger où des groupes terroristes ont mené des attaques dans la région de Diffa (sud du pays) en février et en avril. Au mois de mai, pas moins de vingt-huit soldats ont été tués dans la région de Tillabéri, à l'ouest du pays.

Certes, ces derniers mois ont été marqués par plusieurs mesures pour renforcer la sécurité aux frontières dans certains pays. Le Togo et le Bénin ont notamment déployé des unités supplémentaires dans le nord afin de renforcer le maillage du territoire. Parallèlement, des opérations conjointes ont été organisées. En mai 2018, le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana et le Togo ont déployé près de 2 000 membres des forces de défense et de sécurité dans le cadre de l'opération Koudalgou, pour un bilan de 200 arrestations dont deux personnes soupçonnées d'être liées aux groupes jihadistes. Si cette mobilisation témoigne d'une certaine prise de conscience et d'une volonté de publiciser cette dernière, elle n'est pas sans susciter plusieurs interrogations.

D'abord, on le sait, la coopération reste difficile entre les acteurs de la sous-région. Certes, l'opération contre une cellule à Ouagadougou, en mai 2018, est issue d'une collaboration entre services burkinabè et maliens avec un appui technique français. Certes également, dans le domaine judiciaire, l'initiative WACAP (réseau des autorités centrales et procureurs de l'Afrique de l'Ouest qui regroupe les pays de la CEDEAO et la Mauritanie), portée par l'ONU DC, a permis de renforcer les échanges entre magistrats de la sous-région. Cependant, la coopération reste entravée par une culture de la méfiance entre États, entre administrations d'un même État, et au sein d'une même administration. Ensuite, le contrôle des flux sur les frontières septentrionales est limité par des pratiques anciennes de contournement, la corruption des agents de l'État, ou encore les limites en matière d'état civil. Cette surveillance est d'autant plus difficile que les groupes djihadistes s'appuient sur les savoirs de contrebandiers et de trafiquants.

### **Tensions religieuses, vulnérabilités sociales et aveuglement politique**

L'intensité des échanges entre les États côtiers et l'hinterland sahélien, la répartition des communautés, les mobilités multiples – que cela soit pour s'installer durablement dans un autre pays ou au gré de circulation plus temporaires –, les flux marchands, les outils de communication, sont autant de facteurs pouvant encourager les « plugs » régionaux et internationaux autour de convergences religieuses ou politiques. De nouvelles « solidarités » djihadistes se créent à travers toute l'Afrique de l'ouest.

Les tensions internes de ces pays constituent une autre source de vulnérabilité : tensions ethniques, politiques, économiques et sociales. Divers facteurs peuvent favoriser le développement de l'extrémisme violent dans ces pays : frustration des jeunes à l'égard d'ânés qui monopolisent le pouvoir politique et économique ; disparités entre espaces urbains et ruraux ; taux d'illettrisme ; prégnance de nouvelles idéologies religieuses comme le revivalisme sunnite. Dans le nord du Bénin par exemple, de nombreuses mosquées ont été construites, accompagnées d'une introduction du port du voile par les jeunes filles et les femmes. De même, le *Ghanaian National Peace Council* a dû intervenir à plusieurs reprises à la suite de prêches radicales et de sermons antimusulmans.

L'importation de courants religieux venus du golfe Arabo-persique ne suffit pas à

expliquer l'engagement dans un groupe armé djihadiste. Plusieurs études (PNUD, ISS ou IFRI) ont montré le rôle majeur du sentiment d'injustice, des conflits locaux, et du comportement des forces de défense et de sécurité dans la bascule dans la violence et sa continuation. La progression d'un islam rigoriste sur le continent africain constitue néanmoins, pour des acteurs prônant la violence au nom de la religion, un levier afin d'obtenir une audience, une oreille complaisante, des soutiens, des financements, voire recruter des combattants en s'appuyant sur le sentiment anti-occidental et la colère d'une partie de la population.

L'expansionnisme sunnite génère aussi des compétitions porteuses de violence avec des formes plus traditionnelles de l'islam africain. En Guinée par exemple, les tensions entre jeunes wahhabites et érudits soufis traditionnels a conduit en 2014 à la destruction de la mosquée wahhabite dite « Tata 1 » dans le quartier Donghol. Financée par une association du golfe Arabo-persique, *via* une association guinéenne, elle avait été prise en main par un imam wahhabite autoproclamé.

Ces tensions religieuses sont d'autant plus dangereuses qu'elles prennent place dans des pays secoués par des tensions ethniques (que les groupes terroristes savent attiser en particulier entre nomades et sédentaires), des conflits autour de la terre, du bétail, des ressources du sous-sol et de leur exploitation, une remise en cause des hiérarchies sociales par les jeunes et dans lesquels l'arène politique est rarement apaisée. En Côte d'Ivoire, le pouvoir est focalisé sur l'échéance électorale de 2020, les déceptions sont grandes à l'égard du mandat de Ouattara et l'intégration de ses combattants a laissé des traces dans l'appareil sécuritaire. Au Bénin, les heurs politiques ne retombent pas entre le pouvoir et l'opposition depuis les élections législatives du 28 avril dernier. Au Cameroun, des velléités indépendantistes de la partie anglophone au nord-ouest du pays se manifestent depuis 2016. Plusieurs attentats ont été commis. Le 1<sup>er</sup> octobre 2017, des séparatistes annoncent une indépendance symbolique des deux régions anglophones, et provoquent des manifestations. La dispersion violente de ces rassemblements cause au moins dix-sept morts parmi les manifestants. En trois ans, le conflit aurait fait 1 850 morts et forcé plus de 530 000 personnes à fuir leur domicile, d'après les Nations unies.

Le plus inquiétant se situe peut-être à ce niveau : la défaillance de régimes

politiques qui semblent n'avoir toujours pas compris la multiplicité des facteurs qui nourrissent l'hydre djihadiste, facteurs à la fois ethniques, économiques, politiques et géographiques. Sur chacun de ces leviers, il est urgent d'agir.

## **Que faire ?**

La question ethnique est sensible mais peut-être la plus déterminante. Si l'on s'en tient au cas du Mali, les tensions entre Touaregs, Peuls, Bambaras et Dogon ne doivent pas être sous-estimées. Il ne saurait y avoir de solution politique à long terme sans la prise en compte de cette pluralité ethnique qui réclame le développement, le respect et la garantie d'une décentralisation franche et d'autonomies locales larges. Face aux heurs qui peuvent exister entre sédentaires et nomades, c'est la mission des autorités publiques et des chefs locaux de garantir une coexistence pacifique en organisant concrètement la répartition des terres, la transhumance des troupeaux, etc.

Sur le plan économique, une lutte impitoyable contre les trafiquants en tous genres (drogue, médicaments, enlèvements et rançons, armes) doit être conduite et coordonnées entre les différents pays de la zone. Ces trafics nourrissent le djihadisme : s'en prendre à eux, c'est affaiblir l'hydre terroriste. Bien sûr, on sait que dans certains pays, des fonctionnaires et des responsables politiques sont complices de ces trafics.

C'est pourquoi le facteur politique est également majeur. Les populations comprennent mal qu'un jeune désœuvré soit envoyé pour cinq ou dix ans en prison parce qu'il a fait de la contrebande quand tel ministre ou tel directeur des douanes n'est pas inquieté alors qu'il fait la même chose à grande échelle... La question de l'exemplarité des élites, de la lutte contre la corruption et du respect de l'État de droit est également prégnante. Les bailleurs de fonds internationaux devraient être bien plus exigeants.

Il y a enfin le facteur géographique, qu'il ne faut pas sous-évaluer. Les espaces à surveiller et contrôler sont souvent immenses (le Mali fait plus de 1,2 millions de kilomètres carrés) et en tout cas trop grands pour les moyens dont disposent ces pays. Pourtant, le contrôle des frontières est un enjeu prioritaire. Une coordination accrue entre pays, le soutien des pays occidentaux et les nouvelles technologies (radars, drones, etc.) sont indispensables.

# Communiqué de Presse suite à la démission du Chef d'état-major des armées

Je tire trois enseignements de la démission de Pierre de Villiers qui me semblait d'ailleurs inéluctable - et qui n'est pas la première erreur du président Macron, mais la seconde puisqu'il a quelques jours auparavant déclaré qu'il fallait diminuer le nombre d'élus locaux, prouvant par là qu'il ne connaît rien à la vie locale.

Voici lesquels :

1. Cela pose la question de la parole donnée : comment peut-on s'engager en campagne électorale à augmenter le budget des Armées jusqu'à ce qu'il atteigne 2% du PIB, et un mois après son élection raboter ledit budget de 850 millions sur une année, alors même que l'on demande toujours plus d'efforts à nos soldats ?
2. Ce qui nous amène à la question de l'engagement : comment confirmer dans ces circonstances l'engagement de la France vis-à-vis des cinq pays du Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina-Faso, Niger et Tchad), alors qu'on privilégie une seule approche comptable et budgétaire ? Le Président de la République doit s'engager fermement dans la lutte actuelle et prendre la mesure de notre conflit avec l'islam radical.
3. Enfin, la question de la légitimité de la parole du Chef d'état-major des armées : doit-il se taire, ou mentir devant une Commission ad hoc pour être conforme à la dernière parole du Président de la République ? Ou au contraire, ne doit-il pas alerter sur le risque de dégradation de l'équipement et de la formation des militaires dont il a la charge ?

Il y a, hélas, des précédents historiques à cette situation, lorsqu'en 1938, des hauts généraux alertèrent les pouvoirs publics sur l'état de notre armée, et à qui malheureusement les événements donnèrent rapidement raison.

Charles Millon

# A quand un nouveau Yalta ? par Charles Millon

La Libye est devenue le nouveau refuge de Daech, sa base de repli éventuel. C'est une réalité qui crève les yeux, mais que nous faisons semblant de ne pas voir.

Comme pour l'Irak-Syrie, sans doute découvrirons-nous demain, ébahis, qu'il y a fait son nid, creusé son sillon, s'y est fermement installé et que l'en déloger coûtera une guerre de plus - dont, semble-t-il, l'on parle déjà dans les états-majors occidentaux - une guerre dans un pays en proie à tous les chaos, toutes les anarchies, tel enfin que l'ont laissé MM. Sarkozy et Cameron, après leur intervention calamiteuse et opportuniste.

Mais, au-delà même du cas libyen, il faut intégrer le fait que, Daech ou tout autre nom dont elle se pare, cette idéologie est un cancer qui continuera de se déplacer et d'enfanter les guerres dans le monde.

Déjà, outre la Libye, Sinaï, Nigéria, Sahel, Afghanistan, et même Europe sont le terrain de jeu de cette guerre qui ne fera pas de prisonniers.

La radicalité, comme l'on dit, de notre ennemi est telle, sa haine à notre endroit - à l'endroit d'ailleurs de tout ce qui n'est pas lui - est telle qu'on voit mal comment négocier et trouver un accord de paix avec lui.

D'ailleurs, le voudrait-il, qui accepterait que nous vivions côte-à-côte avec un Etat, ou des Etats, qui pratiquent cette forme de charia, asservissant les femmes et généralement tous les non-musulmans, détruisant globalement tout ce qui nous paraît constituer l'humanité ?

La question, outre le fait de politique intérieure qui veut qu'on lutte au sein de nos nations européennes elles-mêmes, tient en ceci finalement : l'occident peut-il intervenir partout ?



Précisons : l'occident et ses alliés, puisqu'il faut intégrer dans cette lutte maintenant planétaire la Russie, l'Iran et certains pays de la péninsule arabique - les pays africains, eux, quoi qu'ils en aient la volonté, étant dans l'impossibilité financière et technique de combattre efficacement cette forme de guerre terroriste.

Nul doute qu'une grande conférence sous l'égide des Nations-Unies aurait dû avoir lieu il y a longtemps déjà : une sorte de Yalta qui consiste non à se partager le monde pour le dominer, mais à répartir les zones d'interventions entre les différentes forces, de façon à les stabiliser et les libérer.

Ce serait un projet à dix ans au moins, voire vingt.

Mais un projet nécessaire, requis par le nouvel ennemi protéiforme qui défie l'humanité entière.

Une nouvelle coopération mondiale tendue vers un but précis, comme cela existe, tout différemment, sur le plan écologique.

La zone à couvrir est gigantesque, et en sus, elle se trouve comme au milieu du monde. Du Pakistan à la Centrafrique, en passant par l'Irak-Syrie, l'Egypte, la Libye, le Mali, la Somalie et le Nigéria, c'est un arc immense qui recouvre grosso modo les pays à majorité musulmane .

Si l'on tente de le découper en pièces de puzzle, ce serait à la France dans la logique de ses interventions au Mali et en Centrafrique (dont les motifs furent différents cependant) de poursuivre sur sa lancée en sécurisant tout l'ouest africain, le Nigéria au premier chef.

Mais la zone est évidemment bien trop vaste, et l'on n'est plus au temps des empires coloniaux.

On peut regretter deux choses dans cette région : l'indifférence de l'ancien colonisateur anglais vis-à-vis du Nigéria, et la mollesse du soutien européen à la politique militaire de la France qui a pourtant stabilisé des lieux stratégiques et coupé court à une expansion rapide du djihad dans le Sahara-Sahel.

La France dispose là-bas d'un allié unique : le Tchad, seule armée opérationnelle dans cette partie du continent.

Les autres nations stables, comme le Burkina, le Bénin ou le Sénégal sont malheureusement ou mal armée ou trop fragiles intérieurement.

On pourrait néanmoins imaginer à moyen terme la création d'une force de réaction rapide africaine autonome, capable de cautériser les plaies nouvelles à temps.

L'Europe surtout, si elle a un sens, devrait prêter main forte à la France, au moins d'un point de vue financier et matériel.

En Libye, la situation est plus confuse que jamais, avec deux gouvernements recouvrant à peu près d'un côté la Tripolitaine, de l'autre la Cyrénaïque, et que l'on a jusqu'ici échoué à se fondre en un troisième.

Entre généraux fantoches et islamistes purs et durs, les opérations secrètes occidentales, françaises, américaines et anglaises, semblent pour le moment destinées uniquement à contenir le raz de marée de Daech.

La situation est telle, et les forces modérées ou tribales ayant été marginalisées, que 'lon se retrouve selon l'analyse de Bernard Lugan, le grand africaniste, à s'allier avec les frères musulmans et Al Qaeda contre l'Etat islamique.

Charybde ou Sylla, telle semble l'alternative.

D'autant que les voisins de la Libye sont tout, sauf fiables : la Tunisie demeure sous la menace de ses propres islamistes, à peine écartés du pouvoir, et qui ne désespèrent pas d'y revenir bientôt.

En Egypte, malgré la grande figure du maréchal Sissi, soutenu par les Etats-Unis et le voisin saoudien, la population sunnite reste sensible aux sirènes des Frères musulmans.

Ne parlons pas du Soudan, au sud, plus fauteur de troubles qu'autre chose.

Quant à l'Algérie, elle attend frémissante le changement de pouvoir intérieur avant que d'intervenir éventuellement.

Mais la grande guerre qui a embrasé la moitié du monde musulman a aussi des répercussions, dont l'on parle moins dans les chancelleries occidentales de crainte de froisser nos alliés, jusque dans la péninsule arabe.

En effet, le conflit atroce du Yémen se poursuit, terrain de substitution pour la guerre larvée que se mènent l'Iran et l'Arabie saoudite, emportant derrière eux respectivement le monde chiite et le monde sunnite tout entier.

De même, la révolte continue de gronder à Bahreïn, pays majoritairement chiite dirigé par une monarchie sunnite.

Enfin, le soutien indirect des pétromonarchies à l'Etat islamique, relayées en cela aujourd'hui par la Turquie qui s'en cache de moins en moins, réclame une explication avec les régimes sunnites.

L'Occident ne peut pas continuer indéfiniment sa politique qui consiste à éteindre là le feu qu'il a allumé ici.

Il faut malheureusement remarquer qu'aujourd'hui, seule la Russie, quoiqu'on puisse reprocher à son régime intérieur, a une politique cohérente sur ce plan-là.

Dans une grande conférence internationale qui se chargerait de mettre au point un plan pour régler ces conflits, sur une décennie au moins, l'Europe aurait une mission particulière.

Qui serait moins d'intervenir au coup par coup que d'établir un contrat pour former les armées de pays amis.

Il s'agit de coordonner les pays entre eux, sur cet arc entier qui va de l'Afrique noire à l'Irak.

Car nous sommes face à une guerre idéologique-type. Pour filer le parallèle avec le communisme, il est remarquable qu'elle s'étende partout en même temps, comme au temps de la guerre froide.

Face à cela, s'il veut seulement survivre, l'Occident doit développer une vraie stratégie et une vraie tactique. Qui requerra toutes ses forces.

**Charles Millon**

*Ancien ministre de la Défense*

**Président de l'Avant-Garde**

---

# Afrique et migrants

Le problème de la sécurité en Méditerranée, avec ses deux rives religieusement opposées, n'est pas neuf. Il est même très ancien.

N'oublions pas que la colonisation de l'Algérie par la France en 1830 a commencé comme ça, pour détruire enfin la piraterie qui infestait la Mare nostrum depuis des siècles, avec son cortège d'esclaves et de trafics.

Bien entendu, les termes ne sont pas les mêmes aujourd'hui, et il ne saurait s'agir de recoloniser l'Afrique du nord.

Cependant, les vagues de migrants dont l'intensité a crû ces derniers mois, en partance de Libye principalement et vers les côtes italiennes, repose avec acuité la question des rapports intra-méditerranéen et, plus loin, celle des rapports de l'Europe avec l'Afrique.

Selon le ministère de l'Intérieur italien, le trafic de migrants en Méditerranée rapporterait plusieurs milliards d'euros chaque année.

L'OIM (Organisation internationale pour les migrations) explique que 500.000 personnes pourraient tenter la traversée de la Méditerranée cette année.

Et en 2014, année déjà exceptionnelle, ils étaient 175.000 à avoir débarqué sur les côtes italiennes. La presse italienne assure aujourd'hui qu'un million de migrants attendraient en Libye de prendre la mer.

Mais ce à quoi l'on assiste en Libye, où se conjoignent les intérêts terroristes des djihadistes et les intérêts pécuniaires des passeurs ne représente qu'un déplacement géographique de la vague de migration.

Jusqu'il y a peu, c'était par le Sahara occidental, les Canaries et les enclaves espagnoles au Maroc que débarquaient les clandestins. Si la situation a changé, c'est outre le chaos libyen, qu'il existe des solutions pour endiguer le flux, au moins localement.

Ainsi, dès le début des années 2000, l'Espagne a signé des accords de coopération avec le Maroc et d'autres pays africains du littoral atlantique et mis en place des patrouilles en mer communes.

Un succès : aujourd'hui, il y a moins de 200 migrants par an qui prennent encore cette route de Méditerranée occidentale.

Ainsi, un apprenti clandestin malien, Moussa, interrogé par des journalistes, explique pourquoi il a choisi la filière libyenne : « On m'a également proposé la filière mauritanienne qui transite par Nouadhibou, sur la frontière entre la Mauritanie et le Sahara occidental, pour aller ensuite aux îles Canaries, donc en territoire espagnol. »

Mais des amis lui ont conseillé d'aller en Libye : « Ils sont à Nouadhibou depuis bientôt deux ans sans pouvoir embarquer pour l'Espagne », raconte-t-il.

Il existe quatre voies principales d'entrée en Libye pour les clandestins : la région de Madama, au Niger; celle de Ghadamès, à la frontière algérienne ; celle de Koufra, dans l'extrême sud du pays; l'Égypte.

Les deux premières sont empruntées par les Africains de l'Ouest, les deux autres par les migrants de la Corne de l'Afrique. Les réseaux de trafiquants libyens reposent principalement sur les tribus, les Toubous côté Niger, les Touaregs côté Algérie.

Pour convoier les clandestins du Sud libyen vers le nord, ce sont des tribus présentes dans les deux régions, comme les Arabes Ouled Slimane, qui sont actives.

Les migrants sont ensuite disséminés le long du littoral, mais c'est dans la région de Zouara, à l'ouest de Tripoli, que le gros des départs se fait.

Jakob, un Camerounais, explique comment se passe l'organisation de la traversée : « Comme la ville de Zouara dispose d'un port de pêche où il y a de vieux chalutiers destinés à la casse, les passeurs contactent les propriétaires de ces embarcations hors service. Certains squattent carrément la coque.

Ensuite, le chalutier est emmené à un atelier faisant office de chantier naval où on lui installe un moteur d'occasion en mesure d'assurer sa dernière traversée.

C'est ce qu'ils prétendent du moins. L'essentiel, c'est qu'il quitte les eaux libyennes et s'approche du littoral italien. »

Il affirme que « les mécanos et les marins sont Tunisiens ou Egyptiens, alors que les passeurs sont plutôt Libyens. »

Sans compter la mafia italienne que l'on soupçonne de plus en plus fortement de se servir au passage.

Une internationale du crime donc, de nouveaux négrier, qu'il s'agit de détruire, mais sans oublier que c'est la demande qui a créé l'offre.

En réalité, comme le relève François Gemenne, spécialiste des flux migratoires à l'institut français du Ceri, l'arrivée des migrants illégaux par mer n'est qu'un signal d'alerte vis-à-vis de ce qui se passe plus globalement : « Les naufrages des bateaux ont un effet de loupe sur cette forme d'immigration mais elle reste minoritaire ».

Les trois quarts des illégaux, selon lui, arrivent par avion, le plus souvent munis d'un visa. Une fois celui-ci expiré, les personnes restent sur le sol européen.

Il y a donc des flux continus, et c'est à leur source même qu'il convient de les tarir.

Deux questions conjointes se posent donc à l'Europe : comment rétablir des structures politiques dans les pays pourvoyeurs de migrants, de façon à y stabiliser les populations ?

Et comment refondre la politique d'accueil de l'Europe même, qui fonctionne aussi comme une pompe aspirante, laissant croire aux migrants qu'ils y gagneront le paradis ?

Certains réclament une politique de défense plus agressive de la part de l'Union européenne, notamment pour bloquer les bateaux dès les ports libyens. Pourquoi pas ?

Mais l'on ne fera que retarder la solution du problème, dont les racines sont bien plus lointaines.

Elles se trouvent en Afrique noire où de fait, l'Europe a abandonné toute politique de coopération cohérente et structurée.

Et un à un, les pays de la bande sahélo-saharienne, depuis le Mali jusqu'à la Somalie, basculent dans le chaos ou sous la botte islamiste.

Partout, faisant fonds sur la fragilité des régimes locaux, les fondamentalistes musulmans utilisent la même technique de terreur, qui consiste à dépeupler à terme les provinces, pour qu'il n'y reste que les musulmans, créant donc les conditions favorables à l'exil vers une terre plus accueillante.

Le terrorisme musulman vient donc se superposer à la pauvreté économique déjà présente dans nombre de ces pays.

Et en tous lieux, les chrétiens sont les premières victimes : depuis ces migrants qui auraient été passés par-dessus bord par leurs compagnons d'infortune, au motif qu'ils étaient chrétiens jusqu'à ces Ethiopiens exécutés par Daesh en Libye pour le même motif, après les Coptes qui avaient subi le même sort.

Au Kenya, le 2 avril, le massacre de Garissa est venu confirmer cette triste réalité : les Chebabs venus de Somalie ou recrutés dans la population locale déshéritée ont trié les étudiants, mettant d'un côté les musulmans, de l'autre les chrétiens.

Cent quarante-huit de ceux-ci ont été tués au fusil d'assaut.

Et là aussi, comme au Nigéria sous la botte de Boko Haram, la lenteur de la réaction des troupes d'élite pose la question de la manipulation des événements par le gouvernement.

Mais de toute manière, le but est atteint : les chrétiens fuient Garissa.

Selon le porte-parole des Chebabs, l'attaque de l'université se justifiait parce que « c'est un plan pour répandre le christianisme et l'infidélité ».

Le discours est clair. Au Niger, une attaque du groupe islamiste Boko Haram samedi 25 avril aurait coûté la vie à une cinquantaine de soldats nigériens basée sur l'île de Karamga, sur le lac Tchad.

Au Tchad même, le président pourtant puissant Idriss Déby se montre très

inquiet.

Alors qu'il a déjà affaire à la Libye et à Boko Haram, des troubles dans le sud du pays, notoirement dominé par le nord, mais où se trouve le pétrole, ont fait récemment un mort.

Alors que le régime d'Idriss Déby assure un semblant de stabilité dans la région, il serait dramatique qu'une rébellion se déclenche à l'intérieur du pays.

Au Soudan du Sud, depuis un an et demi, une guerre tribale sévit qui plonge le jeune pays dans une situation humanitaire dramatique.

En Erythrée, dont le terrifiant régime, qui ne peut être comparé aujourd'hui qu'à celui de la Corée du nord pour l'usage de la torture, la population sous les armes et la coupure avec le reste du monde, d'après le Haut Commissariat aux réfugiés, ils sont plus de 220.000 à avoir fui depuis 2011, soit 5% de la population.

Chaque mois, 3000 jeunes Erythréens, garçons et filles, traversent la frontière éthiopienne. Un évêque local a récemment parlé de « dépeuplement ».

Ainsi se conjuguent misère, instabilité politique et terrorisme islamique pour mettre à feu et à sang la moitié de l'Afrique. Il est temps que le monde, et l'Europe au premier rang, s'en préoccupe et prenne les moyens nécessaires.

---

## **De la Somalie au Nigéria**

Publié par Charles Millon · 7 septembre 2014, 20:51

D'est en ouest, le continent africain est actuellement le théâtre de guerres qui, pour avoir des enjeux parfois locaux, commencent pourtant à prendre une cohérence d'ensemble inquiétante.

C'est toute la bande sub-sahélienne, c'est-à-dire le nord de l'Afrique noire qui est touché par ces conflits.



Que certains soient anciens, comme celui qui secoue la Somalie, ou très récents comme au Nigéria, il demeure indéniable qu'ils ont tous, directement ou indirectement, des racines islamistes.

Mais ils posent aussi, encore une fois, la question des frontières africaines, soit de leur incohérence au regard des populations, soit de leur porosité.

Sil'on trace une diagonale du nord-Mali jusqu'à la Somalie, quasiment tous les pays qu'elle traverse, à la notable exception du Niger et du Tchad, sont travaillés ou par des conflits internes ou par des actes terroristes : Mali, Extrême Nord du Cameroun, Nigéria, Centrafrique, Sud-Soudan, Kenya et donc Somalie, aucun de ces pays n'est aujourd'hui à l'abri d'une déstabilisation.

Trois problématiques différentes, mais accumulées, sont à l'oeuvre : les tribus, la question religieuse et les ressources naturelles.

Cette trinité qui concerne toute l'Afrique noire devient évidemment plus brûlante à la frontière de deux civilisations que recouvre partiellement la frontière de deux religions, l'islam et le christianisme (sans oublier l'animisme, généralement dissimulé ou minoré) : au nord, une civilisation plutôt pastorale, marquée par une certaine arabisation ; au sud, la civilisation plus sédentaire de l'Afrique noire.

Est-ce un choc des civilisations ?

En partie, oui, et l'on aurait tort d'oublier les leçons de Huntington ou de les balayer d'un revers de main.

Au Nigéria, au Sud-Soudan, en Centrafrique, ce sont bien des guerres civiles religieuses à quoi on a affaire.

En Somalie, c'est plutôt le poison djihadiste, déversé là depuis vingt ans, dans un pays qui n'a jamais connu d'Etat fort.

Au Mali, se conjugue les facteurs tribaux et religieux, quoique ce soit à l'intérieur même de l'islam que la scission s'opère.

Devant cette avancée de l'islamisme guerrier, à quoi s'ajoute comme dans d'autres parties du monde, la lutte pour le contrôle des ressources naturelles, ainsi qu'on le voit au Nigéria, s'affrontent deux théories, qui ont chacune leurs avantages.

Il y a d'abord celle qui consiste à pousser à la tête d'un pays, ou à le soutenir s'il y est déjà, un homme fort, tel Idriss Déby au Tchad dont la politique, non seulement apaisera les populations mais encore contiendra la poussée islamiste vers le sud.

C'est ce que l'on a reproché aux forces occidentales quand elles ont fait tomber Mouammar Kadhafi : n'avoir pas pris en compte que sa disparition laissait le champ libre, dans une immense région, à des groupes terroristes, tribaux ou djihadistes, désormais armés jusqu'aux dents.

C'est aussi le rôle que jouent dans une moindre mesure Blaise Compaoré au BurkinaFaso, Mahamadou Issoufou au Niger ou Paul Biya au Cameroun.

C'est aussi ce rôle de digue que la France cherche à maintenir à tout prix au Mali, quoique le gouvernement soit faible pour le moment.

Mais il y a aussi une autre voie, que de nombreux africanistes et connaisseurs de la région défendent : la voie d'un fédéralisme à l'africaine.

Il ne s'agit pas d'entendre par là la création d'une autorité supérieure aux Etats, à l'image de l'Union européenne, mais au contraire, la création d'entités subsidiaires à l'intérieur des Etats.

Ce redécoupage peut se faire de manière interne, mais aussi, parfois de manière externe, comme la création des deux Soudan l'a prouvé.

A l'intérieur des Etats, cela passerait par une plus large autonomie, par exemple dans le cas du Mali, où les Touaregs du nord pourraient décemment réclamer un transfert de compétences de la part de Bamako.

Le découpage hérité de l'époque coloniale a montré ses limites dans nombre de pays. Et c'est pourquoi, la nouvelle donne ne pourrait se faire sans une grande conférence internationale qui réunirait auprès des autorités africaines actuelles, les gouvernements occidentaux, aux premiers chefs desquels l'Europe.

C'est en effet un devoir pour elle que de participer à la réflexion d'une nouvelle organisation.

Un devoir d'abord parce qu'elle est responsable devant l'histoire, mais aussi parce que c'est elle qui, ayant le plus d'intérêts de tous ordres dans ces pays-ci, géopolitiques, économiques, civilisationnels, y est de fait le plus investie.

Enfin, parce qu'elle est à l'origine des grands principes démocratiques, comme la garantie des droits des minorités.

Aujourd'hui, dans tous ces pays que l'on a cités, mais auxquels il faudrait adjoindre nombre d'autres nations africaines, la politique ne se fait qu'au détriment des minorités qu'écrasent les majorités démographiques.

Or la démocratie ne peut reposer sur cet unique pilier que sont les masses de population.

Surtout en Afrique où les ethnies, les tribus ont longtemps eu des histoires et des cultures différentes et qui sont parfois liées de manière inextricable.

Enfin, cette Conférence africaine internationale implique l'Europe parce que c'est elle qui, en dernier ressort, subit les problèmes africains en matière de sécurité, d'immigration, d'islamisation, et de rupture de développement.

Si la solution se trouve évidemment dans les mains des Africains eux-mêmes, qui doivent se saisir de leur destin, il est nécessaire aujourd'hui que la communauté internationale leur donne les moyens de fonder des Etats stables, assez forts pour se permettre de décentraliser vraiment.

Le Sénégal constitue un très bon modèle, où la structure politique s'appuie notamment sur les antiques communautés musulmanes soufies pour faire régner la concorde.

Les Africains, comme l'humanité en général, n'ont pas besoin de représentations abstraites, éloignées de la réalité de leurs vies, qui plus est rongées par la corruption, l'autre grande plaie de ces pays.

Car c'est évidemment quand se produit un afflux soudain de richesses, souvent dû à une manne d'hydrocarbures ou minière, comme cela se voit au Nigéria, en Centrafrique et au Sud-Soudan, que les structures traditionnelles sont déstabilisées.

Parvenir à distribuer avec justice les bénéfices de l'exploitation de ces matières premières est un autre grand défi de cette Afrique malade de sa croissance trop rapide.

---

# L'Algérie à la croisée des chemins

Publié par Charles Millon · 16 avril 2014, 10:11

Même si la démocratie est loin d'y briller, même si la vertu de ses dirigeants est sujette à caution, l'Algérie demeure aujourd'hui, alors que le Sahel s'est embrasé et que les printemps arabes ont déstabilisé tout le nord du continent, un havre de stabilité pour l'Afrique et le versant méridional de la Méditerranée.

Mais les quinze dernières années de paix relative qu'a connues le pays, après la « décennie de sang » où la lutte féroce de l'armée contre les islamistes fit des dizaines de milliers de morts, pourraient dans les temps qui viennent n'être plus qu'un heureux souvenir.

Des forces contradictoires s'agitent dans ce grand pays qui n'arrive toujours pas à trouver son équilibre interne.

L'état du pays, pourtant riche en hydrocarbures et en minerais, demeure économiquement désastreux.

L'ordre règne, mais la prospérité reste confinée dans les cercles étroits de la clientèle des hommes de pouvoir.

Le taux de chômage des jeunes dépasse toujours les 20% selon les chiffres officiels, qui ne sont pas toujours fiables. Il pourrait être largement supérieur.

Dans un pays dont la population a plus que triplé en cinquante ans, et même si le taux d'accroissement naturel a tendance à diminuer ces dernières années, le logement, les infrastructures routières, scolaires ou hospitalières sont toujours trop rares, désuets ou défectueux.

Surtout, 98% des exportations du pays sont le fait des seuls hydrocarbures, une manne qui, si elle a permis à l'Algérie de se désendetter et de rétablir ses comptes, a tendance à diminuer avec le temps.

Les autres secteurs, comme l'agriculture, les industries ou les services, restent peu compétitifs.

Le pays qui du temps de la colonisation française était exportateur de matières premières alimentaires, doit maintenant importer 60% de sa consommation.

Enfin, l'administration qui fut longtemps le principal employeur du pays a été décimée avec le passage à l'économie de marché acté durant la décennie 90.

La corruption continue d'y régner et les divers blocages et pots-de-vin découragent les investisseurs extérieurs ou intérieurs.

Alors que ses deux voisins, le Maroc et la Tunisie, ont réussi depuis longtemps à développer une industrie du tourisme florissante, l'Algérie est encore balbutiante dans ce domaine et souffre toujours de son image de pays peu sûr, en état de guerre civile larvée.

Sur le plan purement géopolitique, l'Algérie aurait pourtant les moyens de jouer son rôle de grande puissance régionale.

Il lui faudrait déjà commencer par régler ses différends territoriaux avec le Maroc et envisager de créer une véritable union du Maghreb dont elle constituerait le centre.

Mais les rivalités nationales ne semblent pas s'apaiser avec le temps.

L'Algérie est surtout aujourd'hui en contact direct avec les régions sahéliennes où couve le feu islamiste.

Si elle a appris de sa malheureuse expérience avec les GIA à maîtriser sur son territoire le terrorisme, il lui reste à sécuriser les grands espaces désertiques du sud où prolifèrent les cellules nomades djihadistes nouvelle manière.

La chute de Kadhafi ayant entraîné la constitution de nombreuses cellules djihadistes dans la région, le risque de chaos n'est jamais loin.

Témoigne aussi de cette inquiétude du gouvernement algérien l'autorisation donnée aux avions français lors de l'intervention au Mali de survoler le territoire national, une exception pour un pays jaloux de sa souveraineté, surtout vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale.

Malgré elle, l'Algérie se retrouve aujourd'hui au centre du jeu complexe de l'Afrique du nord où ces trois dernières années toutes les cartes ont été rebattues,

depuis l’Egypte jusqu’au Mali, en passant par la Libye et la Tunisie.

Si son gouvernement donne le moindre signe de faiblesse, nul doute que ses ennemis, intérieurs comme les autonomistes kabyles ou les islamistes, ou extérieurs comme les djihadistes, en profiteront pour rallumer la mèche du conflit.

L’Union européenne comme d’ailleurs toutes les autres puissances du monde qui y ont des intérêts, particulièrement les Etats-Unis et la Chine, seront avisées de garder sur le pays un œil vigilant, sous peine de voir le chaos se répandre un peu plus.

Seul pôle puissant et stable de la région, avec le Maroc, l’Algérie demeure la clef d’une Afrique du nord et sahélienne apaisée.

Charles Millon



---

# Centrafrique - l’intervention française

Publié par Charles Millon · 6 avril 2014, 19:07

Le rétablissement de la paix civile sera long sans doute en République centrafricaine.

L’Etat est réduit à sa plus simple expression, les caisses du trésor sont vides - et l’on murmure que le précédent président François Bozizé, en fuite, n’est pas étranger à cette pénurie - le peuple enfin et surtout est maintenant

profondément divisé.

C’est certainement la question la plus préoccupante.

La Centrafrique ne s’était pas jusque là illustrée, contrairement à nombre

d'autres pays du continent, par des émeutes ethniques, et les différentes composantes de sa société vivaient plutôt en bonne intelligence.

Mais le déferlement de la Séléka, bande inorganisée de rapaces à quoi se sont mélangés des éléments islamistes venus du nord ou de pays avoisinants, a mis au jour pour la première fois un antagonisme possible entre la majorité chrétienne et la minorité musulmane septentrionale.

Alors que l'armée et la police gouvernementales ont été réduites à leur plus simple expression, les exactions continues, pendant des mois, ont conduit les populations de la capitale à s'organiser en milices d'autodéfense.

C'est à cette situation, extrêmement tendue et couvant des massacres comme la nuée l'orage, que la France doit faire face, depuis qu'elle a renforcé ses troupes sur place, avec l'opération Sangaris.

La situation sécuritaire à Bangui est devenue plus tendue et préoccupante encore depuis l'attaque de la capitale le 5 décembre 2013 par des hommes armés anti-Séléka, comprenant des anti-balaka et des ex-faca, parmi lesquels des hommes de l'ancienne garde présidentielle.

Ces attaques visaient sans doute à causer le maximum de pertes dans les rangs de l'ex-Séléka et à entraîner un soulèvement populaire contre les autorités au pouvoir.

Mais la riposte des ex-Séléka et surtout leurs représailles contre la population ont été très violentes et féroces.

Le conflit glisse ainsi insidieusement vers une guerre civile, interreligieuse ou inter communautaire : les ex-Séléka et populations musulmanes d'un côté et les anti-Séléka et populations chrétiennes de l'autre.

Par crainte des représailles de l'ex-Séléka, de nombreuses populations des quartiers de Bangui ont quitté leur domicile pour trouver refuge près de l'aéroport protégé par les Français et dans les églises, tandis que des populations musulmanes se réfugiaient, elles, dans des mosquées.

Cette situation s'est aussi répercutée dans d'autres localités de province, notamment à Bossangoa et Bouar. Depuis le 5 décembre, les troupes françaises ont été renforcées, pour être portées à 1600 hommes.

Elles sont présentes surtout à Bangui et à Bossangoa, mais aussi à Bouar et à Bossembélé dans le nord-ouest, région très meurtrie par les exactions de l'ancienne rébellion.

Mais c'est surtout depuis le 9 décembre que les soldats français patrouillent en nombre dans Bangui, en véhicules sur les grandes artères et à pied dans les quartiers périphériques, désarmant tous les groupes armés qui ne sont pas cantonnés.

En coordination avec les troupes françaises, la force africaine Micopax, soit 2500 hommes qui devraient être renforcés par 850 burundais et 650 congolais, patrouille dans la ville et protège les nombreux sites de populations déplacées dans Bangui.

Le bilan provisoire de cette semaine de violences est estimé à plus de 500 morts dans la seule ville de Bangui, sans compter la ville de Bossangoa et la région environnante qui connaît des affrontements similaires.

Un soldat du contingent tchadien a été grièvement blessé le 11 décembre. De nombreux blessés sont enregistrés.

La situation humanitaire déjà catastrophique ne cesse de s'aggraver.

Des tensions persistent encore avec des éléments de l'ex-rébellion Séléka ; des tireurs isolés parfois en tenue civile tirent sur des patrouilles Micopax ou Sangaris.

Au-delà des affrontements entre communautés, d'innombrables difficultés s'opposent à une résolution simple du conflit : notamment un manque de cohésion au sein de la Micopax dû au comportement de certains éléments du contingent tchadien ; mais aussi la présence de tireurs isolés de l'ancienne Séléka, parfois déguisés en civil, qui tirent sur les patrouilles Micopax ou françaises.

Devant l'horreur des massacres, notamment d'enfants, la France a fait son devoir en intervenant, avec l'accord de la communauté internationale, même si celui-ci est venu bien tard.

Mais afin de sauvegarder la crédibilité des Forces Micopax et Sangaris, il importe aujourd'hui que le principe d'impartialité soit strictement respecté.

Tous les groupes armés sans exception (ex-Séléka ou anti-Séléka) doivent être



désarmés, tout en veillant à empêcher les populations de s'adonner à des actes de vengeance les unes contre les autres.

De même, le contingent tchadien doit être rappelé à l'ordre et mis en garde contre tout agissement contraire aux règles d'engagement de la Micopax.

Dans tous les cas, l'emploi de ce contingent dans les opérations de sécurisation mérite une attention toute particulière afin d'éviter de discréditer la Micopax et la Misca - la nouvelle force africaine qui doit lui succéder.

Enfin, le transfert d'autorité de la Micopax à la Misca prévu pour le 19 décembre 2013 devra absolument être effectif, la période transitoire actuelle rendant particulièrement vulnérables les populations.

L'Europe de son côté, ne s'est pas précipitée pour donner un coup de main, et encore une fois la France est partie seule, comme au Mali.

Le 17 décembre, Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, a enfin annoncé qu'il avait bon espoir que certains pays européens envoient des troupes au sol.

L'Europe finance déjà la Misca, mais elle aurait aussi intérêt à prendre sa part dans l'effort militaire français. Elle y a intérêt notamment pour éviter des futurs Lampedusa.

La stabilisation de l'Afrique serait profitable pour le monde entier.

D'autant plus qu'à travers le cas précis de la Centrafrique, de nombreux problèmes actuels du continent s'expriment.

Il y a d'abord le problème, sur lequel on ne peut continuer de jeter un voile pudique, de la progression systématique de l'islamisme depuis 10 ans dans toute la région.

Et il s'agit d'un islam conquérant soutenu par l'Arabie saoudite, le Qatar, tous les pays sunnites en général, à l'œuvre au Mali, au Nigéria, au Soudan et même au Tchad.

En face, des populations chrétiennes ou animistes qui attendent un secours du reste du monde. Il y a encore l'éternel problème des frontières : le seul mot

Centrafrique ne signifie-t-il que nous ne sommes pas face à un véritable pays ?

La question des identités est de plus en plus prégnante dans un continent dont les habitants ne se reconnaissent réellement que dans leurs tribus ou leurs ethnies.

Il faut se demander quand la communauté internationale osera enfin prendre le taureau par les cornes, et aider l'Afrique à inventer un autre type de démocratie, taillé sur sa mesure à elle.

Enfin, la Centrafrique a été manifestement victime de pillage de ses ressources depuis des années par des prédateurs étrangers, Etats ou grands groupes internationaux, dans les domaines du diamant, du pétrole ou de l'uranium.

Ses élites corrompues, dont François Bozizé comme Michel Djotodia sont de parfaits exemples, doivent être enfin remplacées par des gouvernants véritables, soucieux du bien commun.

On susurre aujourd'hui le nom de Martin Ziguélé, ancien Premier ministre d'Ange-Félix Patassé, comme possible candidat lors des élections qui devraient être organisées rapidement.

Il jouit d'une réputation d'humaniste au fait des questions nationales et internationales qui plaide en sa faveur.

Il n'est que temps que la Centrafrique se découvre de vraies élites pour la gouverner, quelque forme qu'elle prenne dans les années qui viennent.

Charles Millon

